Rencontre avec Xavier Loppinet, directeur de la Communauté de Communes du Pays de Colombey-les-Belles et du Sud Toulois

Sylvain Adam, Unadel, mars 2019

Xavier Loppinet est directeur de la Communauté de Communes du Pays de Colombey-les-Belles et du Sud Toulois. Je l'ai rencontré à Colombey-les-Belles le 25 février 2019. Durant notre entretien, il revient sur l'histoire du développement local de ce territoire depuis 40 ans. Une multitude de projets ont pu naître et cette dynamique est toujours bien vivante, avec notamment les créations récentes d'un centre de retraitement textile et de « la Fabrique », entreprise à but d'emploi du dispositif « territoire zéro chômeur de longue durée ». Comment garder le cap et porter des projets qui font sens (à la fois pour la démocratie, l'emploi, l'écologie, le culturel, la santé, la solidarité...) dans un contexte global marqué par un manque d'horizon commun et désirable, une technicisation croissante et un éloignement entre institutions et habitants ?

La nécessité de contrer l'exode rural

La démarche intercommunale est ancienne ici, elle date de 1978. Élu au Conseil général de Meurthe et Moselle, Michel Dinet lance une démarche de diagnostic territorial et publie un livre blanc (un livre noir !) avec écrit sur la première page « Votre canton est en train de mourir, le savez-vous ? ». S'ensuit une série de rencontres qui vont préciser des axes prioritaires d'intervention pour contrer la désertification de ce territoire rural. A partir de cette étape naissent une multitude d'initiatives : aide à la reprise d'exploitations agricoles, développement d'une offre en d'habitat locatif en milieu rural, organisation d'événements culturels pour développer le vivre ensemble, création de l'association « Avenir et défense du canton de Colombey », mise en place de services pour les personnes âgées…

Dès le début des années 80, l'intercommunalité se structure sous la forme d'un SIVOM (syndicat intercommunal à vocations multiples, qui s'appellera EPCI, Établissement public de coopération intercommunale et deviendra plus tard communauté de communes). Les groupes de travail mis en place incluent des habitants du territoire et les décisions sont prises par celles et ceux qui participent à ces groupes de travail, pas uniquement par des élus.

Des projets plutôt que de la gestion

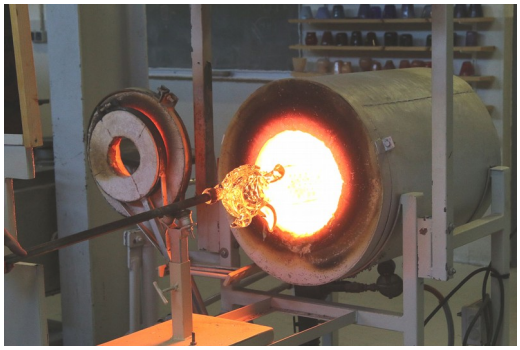
Aujourd'hui la Communauté de communes est constituée de 38 communes (en Meurthe et Moselle et Vosges) et de près de 12 000 habitants. Même si Michel Dinet a passé la main en 1998, la dynamique de développement local est toujours bien présente, avec le souhait de trouver un équilibre entre l'adaptation nécessaire aux contraintes réglementaires et l'évolution de la société tout en restant en continuité avec l'esprit d'origine. Colombey tente ainsi de rester un territoire de projets plus qu'un territoire de services.

Parmi les projets structurants depuis les années 1990, on peut citer :
- la MARPA (Maison d'accueil rurale pour les personnes âgées, étendue aujourd'hui avec une unité Alzheimer) ;
- deux crèches intercommunales et bientôt trois;
- trois maisons de santé,
- un Relais Familles (lieu d'écoute parents-enfants et relais d'assistances maternelles ainsi qu'un projet de mobilité solidaire avec transport bénévole ;
- un ESAT (Établissements et services d'aide par le travail) avec une soixantaine de travailleurs handicapés ;
- un Centre Européen de Recherches et de Formation aux Arts Verriers avec, en plus des activités de formation et de recherches, un Fab Lab, un lieu d'hébergement et de restauration ainsi que de sensibilisation du public (à Vannes-le-Châtel, à côté de la Compagnie Française du Cristal Daum) ;
- un centre de tri textile ;
- une agence de développement économique Terres de Lorraine (Pays) avec l'accompagnement des porteurs de projets et l'aide pour l'immobilier d'entreprise ;
- trois compagnies de théâtre professionnelles avec une grosse programmation culturelle, une trentaine de spectacles par an et un festival de contes…

Pour que la Communauté de communes reste dans le développement et le travail partenarial, la gestion de chacun de ces lieux et projets est en général confiée à d'autres structures (les groupements d'intérêt public pour les crèches, la MARPA, et l'ESAT ; Familles rurales pour le Relais familles, des associations…). L'opération programmée d'amélioration de l'habitat, en direction des propriétaires bailleurs et occupants, est en revanche animée en interne.

La vitalité en milieu rural

Cette dynamique a permis de stopper l'exode rural : en perte de population en 1978 à l'arrivée de Michel Dinet, la Communauté de communes est désormais attirante. L'accroissement de sa population est ainsi deux fois supérieur à celui du département.



De réputation internationale, Le CERFAV (Centre européen de recherches et de formation aux arts verriers) par exemple est un attracteur puissant.

Le travail partenarial se traduit par une habitude de « se causer » même si on n'est pas toujours d'accord et permet de continuer d'exister avec une petite taille, en conservant ses spécificités. C'est aussi ce qui permet de surmonter des difficultés souvent rencontrées en milieu rural : ici les maisons de santé ouvrent alors qu'ailleurs elles ont tendance à fermer.

En contrepoint, ces réussites n'éclipsent pas totalement des tendances lourdes : le repli sur soi et le sentiment d'abandon continuent d'exister. On manque d'un horizon qui fait rêver à l'échelle planétaire et européenne et l'État est désormais plus dans un rôle de sanction que d'accompagnement. Sur l'entretien

des routes par exemple, le laisser faire entraîne une dégradation visible (la facture sera salée si rien n'est fait) et une perte de savoir-faire. Pour la Communauté de communes, la mise en place de projets est de plus en plus complexe avec la lourdeur bureaucratique des dossiers à monter et la raréfaction des financements.

Le rôle d'animateur et de médiateur

Le directeur de la Communauté de Communes est à l'interface entre les élus et les techniciens. Il participe à entretenir la dynamique de développement local qui existe ici depuis trente ans. Ce n'est pas toujours simple : une fois que beaucoup de choses ont été mises en place, la nouvelle idée qui surgit n'est plus exceptionnelle. Michel Dinet disait à ce propos que "l'on remarque plus une fleur qui pousse dans le désert qu'un arbre dans une forêt ".

Il faut toujours être vigilant pour ne pas s'enfermer dans une logique de gestion, qui prend de fait de plus en plus de temps. Le principe de contractualisation avec l'État par exemple n'est pas mauvais en soi, mais on assiste bien à une « technocratisation » des dossiers : le remplissage monotone d'une série de cases et d'objectifs au détriment du fond. Dans ce contexte de déshumanisation, il est impératif de garder du temps pour l'innovation et la mobilisation de l'ensemble des habitants et acteurs du territoire.

Ainsi, le festival de contes s'appuie sur des groupes de lecture très dynamiques et mobiles. Sur le sujet de l'habitat et de l'urbanisme, un gros travail est fait en lien avec les référents habitat de chaque commune pour repérer les logements vacants, et inciter à lancer des travaux de rénovation et les remettre sur le marché. L'expérimentation « Territoire zéro chômeurs de longue durée » mobilise aussi de nombreuses personnes, autour de la Fabrique à Bulligny. L'intuition qui prévaut de partir des compétences des gens pour un retour durable à l'emploi est une bonne logique qui s'inscrit pleinement dans la philosophie du développement local.

Le lien entre l'intercommunalité et les mairies des 38 communes fonctionne bien, au moins dans 80 % des cas. Il permet notamment la mutualisation des services. Peu importe aux habitants de savoir qui a initié tel ou tel projet, du moment que ces projets voient le jour. Avec la région, le lien est quant à lui plus distendu depuis l'émergence de la nouvelle Région Grand Est : au lieu des déplacements à Metz, il faut désormais se rendre à Strasbourg, ce qui prend plus de temps. Cette nouvelle région regroupe trois anciennes régions (Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne) aux fonctionnements très différents, avec un nouvel équilibre à construire : on est toujours en phase de transition. Le chantier le plus tangible aujourd'hui est la connexion à venir de tous les foyers à la fibre optique.

Le développement local, passé et avenir

Aujourd'hui le développement local n'est plus forcément repris dans les politiques publiques (l'intitulé de la nouvelle Agence nationale met heureusement en avant la « cohésion territoriale » et non la « compétitivité des territoires » comme ça a été le cas à une époque). Faut-il garder ce terme et ce qu'il renferme ou le déconstruire et se battre autrement ? En tout cas, la philosophie est toujours là et les initiatives attirent le

grand public et les média : en témoigne le succès de l'Entreprise à but d'emploi (EBE) « De laine en rêves » qui permet de nouvelles embauches et la valorisation de la laine locale, auparavant bradée sur les marchés asiatiques, pour la fabrication locale de matelas. Ce projet a du sens !

La communauté de communes du Pays de Colombey-les-Belles et du Sud Toulois a prouvé qu'il était possible de faire beaucoup avec peu de moyens, à condition de se retrousser les manches et de mouiller collectivement sa chemise. C'est avant tout dans les territoires aux ressources financières limitées, que ce soit en ville ou dans les secteurs ruraux, que le développement local s'est le plus développé.